



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/40/748
S/17564

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE

Quarantième session

Point 28 de l'ordre du jour

LA SITUATION EN AFGHANISTAN ET
SES CONSEQUENCES POUR LA PAIX
ET LA SECURITE INTERNATIONALES

CONSEIL DE SECURITE

Quarantième année

Lettre datée du 11 octobre 1985, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Organisation des
Nations Unies

Comme suite à ma lettre du 30 septembre 1985 (A/40/691-S/17505), j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement pakistanais a rejeté comme fausses et dénuées de tout fondement les allégations des autorités de Kaboul selon lesquelles les 23, 25 et 30 septembre 1985 des tirs auraient été dirigés, à partir du territoire pakistanais, sur Zhawara, (province de Pakhtya), sur Barikot, (province de Kunar) et sur Shamshad Picquet (au sud de Torkham). Les 1er et 7 octobre 1985, le Chargé d'affaires de l'Afghanistan à Islamabad a été informé que le Pakistan rejetait les allégations en question. Il a été prié de dissuader les autorités de Kaboul de continuer à porter des accusations fabriquées de toutes pièces, qui ne constituent qu'une tentative visant à rejeter sur le Pakistan la responsabilité d'événements se déroulant en Afghanistan.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 28 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) S. Shah NAWAZ



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/40/750
S/17565

14 octobre 1985

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/
FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarantième session
Points 22, 80, 93, 104 et 105 de l'ordre du jour
LA SITUATION AU KAMPUCHEA
COOPERATION INTERNATIONALE EN VUE D'EVITER DE
NOUVEAUX COURANTS DE REFUGIES
IMPORTANCE, POUR LA GARANTIE ET L'OBSERVATION
EFFECTIVES DES DROITS DE L'HOMME, DE LA
REALISATION UNIVERSELLE DU DROIT DES PEUPLES
A L'AUTODETERMINATION ET DE L'OCTROI RAPIDE
DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES
COLONIAUX
PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE
L'HOMME
HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

CONSEIL DE SECURITE
Quarantième année

Lettre datée du 14 octobre 1985, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent du Kampuchea
démocratique auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint, pour votre information, un document intitulé "Crime de génocide vietnamien au Kampuchea : une nouvelle méthode d'extermination du peuple du Kampuchea". 1/

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 22, 80, 93, 104 et 105 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du
Kampuchea démocratique,

(Signé) THIOUNN Prasith

1/ L'annexe n'est disponible qu'en anglais et en français.

ANNEXE

CRIMES DE GENOCIDE VIETNAMIENS AU KAMPUCHEA

UNE NOUVELLE METHODE D'EXTERMINATION DU PEUPLE DU KAMPUCHEA

* * *

1. La communauté mondiale sait que depuis bientôt 7 ans, les forces vietnamiennes d'invasion et d'occupation sont de plus en plus enlisées au Kampuchea, et que la juste lutte de libération nationale du peuple du Kampuchea et de son Gouvernement de Coalition du Kampuchea Démocratique dirigé par Son Altesse Royale Samdech NORODOM Sihanouk, Président du Kampuchea Démocratique connaît un développement favorable sur tous les plans. (1)

Mais la réalité de cette lutte comporte un autre aspect: l'utilisation par les occupants vietnamiens de méthodes de plus en plus barbares contre la population civile pour maintenir, à tous prix, leur occupation du Kampuchea. En effet, la guerre menée par le Vietnam au Kampuchea n'est pas une guerre de type coloniale classique comme jusqu'ici dans l'histoire mondiale, car le but stratégique du Vietnam depuis 1930, est la fondation d'une "Fédération indochinoise" comprenant le Kampuchea et le Laos sous la domination du Vietnam. (1)

La guerre vietnamienne d'agression au Kampuchea est donc une guerre d'annexion territoriale.

En envahissant le Kampuchea, le Vietnam vise principalement à accaparer les riches terres et les eaux poissonneuses du Lac Tonlé Sap. Les forces vietnamiennes d'occupation ont éliminé ceux qui s'opposaient à cette visée criminelle. Et comme l'opposition de tout le peuple du Kampuchea est devenue plus forte que jamais, ils se sont employés à vider le pays de la population indigène. Ils ont mené une politique systématique visant à détruire l'entité du Kampuchea en massacrant son peuple par les armes conventionnelles et chimiques, par la famine qu'ils ont délibérément créée et utilisée comme arme, par la répression brutale de toute les formes d'opposition. Par ailleurs, pour remplacer la population indigène massacrée, ils ont mené une politique de "vietnamisation" à outrance du pays, dans tous les domaines: physique, spirituel, politique, économique, culturel, etc... (2)

2. Depuis 1984, l'agresseur vietnamien a recouru à un nouveau mode de génocide: plusieurs centaines de milliers de Kampuchéens ont été pris dans des rafles menées dans toutes les provinces du pays et envoyés se faire tuer sur les champs de bataille dans le Kampuchea occidental.

.../

(1) "La Situation au Kampuchea en 1985" - Document ONU A/40/636

(2) "La Vietnamisation du Kampuchea: une méthode d'absorption d'un peuple et d'une nation" - Document ONU A/40/678

Les années précédentes, les Vietnamiens avaient déjà pris de la même façon un grand nombre de personnes. Mais cette année, en 1985, cette politique criminelle a pris des proportions qui dépassent l'imagination -elle est devenue un incroyable génocide.

La moitié de ces gens ont été ou tués ou blessés lorsque les Vietnamiens les ont forcés à traverser des champs de mines ou des zones de combats. Les survivants sont dans un état pitoyable et souffrent de dysenterie et surtout de malaria.

Dans ses déclarations du 25 janvier 1985 (document ONU A/40/109) et du 14 juin 1985 (document ONU A/40/393), le Ministère des Affaires Etrangères du Gouvernement de Coalition du Kampuchea Démocratique a dénoncé et condamné les nouveaux crimes de génocide qui ont engendré la présente grave pénurie alimentaire au Kampuchea. En effet, comme plusieurs centaines de milliers de gens -hommes, femmes, jeunes et vieux- sont astreints à des travaux forcés loin de leurs villages et champs, ils ne peuvent ni cultiver le riz ni pratiquer des travaux agricoles.

3. Cette situation a beaucoup préoccupé les Ministres des Affaires Etrangères des pays de l'ANASE, lesquels, dans le Communiqué conjoint du 9 juillet 1985 (document ONU A/40/492) "ont pris note avec beaucoup de préoccupation des circonstances oppressives auxquelles le peuple kampuchéen devait faire face sous l'occupation vietnamienne, et en particulier de la politique consistant à obliger les civils à travailler dans les zones de guerre du pays, pratique qui avait causé de nombreuses pertes."

"Parlant au nom des Ministres des Affaires Etrangères de l'ANASE à la fin (9 juillet 1985) de la réunion ministérielle annuelle de deux jours, le Président sortant du Comité Permanent de l'ANASE, Son Excellence Tengku Ahmad Rithauddeen, Ministre des Affaires Etrangères de la Malaisie, disant au cours d'une conférence de presse, qu'à tout moment, il y a environ 20.000 civils Khmers forcés de travailler dans les zones de combat au Kampuchea... Les civils sont forcés de faire des travaux tels que le creusement des tranchées et la construction des murs... "Il y a environ 20.000 d'entre eux travaillant à tout moment et par roulement. Pendant la période (de 6 mois) environ 200.000 personnes ont été astreintes aux travaux forcés... Cela doit cesser... dit-il." Le Vice-Ministre des Affaires Etrangères (de Malaisie), Son Excellence Abdul Kadir Sheikh Fadzir dit que l'ANASE n'a pas recueilli les informations de la part de la Coalition tripartite de la résistance, mais "de nombreuses sources" ... Obliger les civils à travailler dans les zones de combat accroît la haine des Kampuchéens contre les Vietnamiens." (3) (traduit de l'anglais)

4. Dans son numéro du 30 avril 1985, le journal thaïlandais, The Nation, dans son article titré "10.000 blessés Khmers soignés à Phnom Penh", écrivait " Environ 10.000 Khmers sont actuellement hospitalisés à

.../

(3) "200.000 Khmers under Vietnam's forced labour" - The Nation - Bangkok, July 10, 1985
"Vietnam forcing Khmers to do war work" - Bangkok Post - Bangkok, July 10, 1985

Phnom Penh et dans des villes frontalières à cause du paludisme ou pour des blessures par mines ou par balles, ce qui laisse supposer qu'ils ont été forcés d'aller travailler dans des forêts ou des zones de combat proches de la frontière thaïlandaise.

"Par des représentants d'organisations humanitaires affectés dans la capitale Khmère et des journalistes de la presse internationale, The Nation a appris hier que l'ampleur des travaux forcés a atteint son point culminant cette année.

"Ces mêmes sources précisent que le nombre des populations khmères envoyées aux travaux forcés dans le cadre du programme de cette année, dépasse le total des chiffres correspondants depuis 1979, année où le régime de Heng Samrin a été installé, jusqu'à l'année dernière.

"Parmi ces 10.000 Khmers hospitalisés, 5.500 à 6.000 souffrent du paludisme, dont 3.400 environ sont atteints du paludisme cérébral. Quant aux 4.000 autres, nombreux ont perdu des membres à cause des explosions de mines ou des suites de blessures par balles. Le nombre des blessés par balles est de l'ordre de 500 selon ces sources qui ont pu obtenir des informations auprès du personnel des hôpitaux.

"Les blessures par mines ou par balles laissent supposer que les amputés ont été forcés d'aller travailler dans les zones de combat, soulignent ces sources.

"La situation sur le plan médical est si grave que les autorités de Phnom Penh ont récemment admis à un responsable d'une organisation humanitaire internationale que dans les hôpitaux il y a des cas de paludisme (...)

"On note aussi que les malades viennent principalement des provinces adjacentes à la frontière vietnamienne telles que Takeo, Svay Rieng et Prey Veng, et aussi de Phnom Penh (...)

"Les responsables khmers disent aux étrangers que beaucoup ont fui vers la frontière Kampuchea-Thaïlande, ce qui est aussi confirmé par des sources de renseignement thaïlandais. Ces dernières indiquent que le nombre de fonctionnaires khmers demandant l'asile a augmenté significativement cette année.

"Les organisations internationales d'aide ont décelé au sein de la population kampuchéenne une opposition croissante au régime de Heng Samrin et au contrôle des Vietnamiens, et ont conclu que 'une réaction nationaliste est devenue inévitable'. En d'autres termes, elles sont convaincues que dans le pays, le nationalisme est devenu un facteur important. (...)"(Traduit de l'anglais)

5. Dans son numéro du 13 juin 1985, le même journal, dans un autre article intitulé "Recrudescence du paludisme au Kampuchea - les hôpitaux se remplissent de personnes envoyées aux travaux forcés" écrivait:

"La recrudescence d'un paludisme virulent a causé l'hospitalisation de milliers de personnes au Kampuchea, révèlent des fonctionnaires des Nations Unies qui se sont récemment rendus à Phnom Penh et dans d'autres endroits du pays.

"La multiplication des cas a commencé l'année dernière quand le Kampuchea (le régime vietnamien de Phnom Penh - NDLR) a réquisitionné et envoyé des dizaines de milliers de personnes déboiser des forêts ou construire des routes et des ouvrages de fortification le long de la frontière thaïlandaise, a précisé M. Tatsuro Kunugi, fonctionnaire des Nations Unies responsable des aides pour le Kampuchea (...)

"Des représentants d'organisations humanitaires ont récemment rapporté que les hôpitaux à Phnom Penh sont remplis de malades qui ont contracté le paludisme à la frontière où, dans certains groupes, plus de 50 % des personnes réquisitionnées sont atteints de la maladie." (Traduit de l'anglais)

6. Le 25 juillet 1985, Joseph de Rienzo de Reuter, écrivait: "Un docteur qui dirigeait le plus grand hôpital du Kampuchea s'est enfui en Thaïlande pour échapper, dit-il les plans vietnamiens pour coloniser son pays.

"Dr. SO Saren, ancien Vice-Président de l'hôpital de l'Amitié Kampuchéen-Soviétique, a déclaré hier aux journalistes dans un camp de réfugiés que des Kampuchéens étaient envoyés dans les régions frontalières insalubres et dangereuses (...). Il dit qu'il a décidé de fuir le régime pro-Hanoi parce que *'les Vietnamiens veulent nous éliminer tous.'* (...)

"So, qui a effectué une visite officielle en Union Soviétique en janvier, dit que les fonctionnaires vietnamiens participaient à toutes les décisions politiques au Kampuchea. Le Vice-Ministre vietnamien de la Santé Publique, Nguyen Tang Am, est attaché de façon permanente au Ministère de la Santé Publique du Kampuchea, ajoute-il.

"Les diplomates à Bangkok ont confirmé que les Vice-Ministres vietnamiens sont généralement affectés à tous les ministères kampuchéens (du régime de Phnom Penh - NDLR)

"So dit qu'il manque de médicaments pour soigner les civils mobilisés pour effectuer des travaux dans les régions paludismes près de la frontière Kampuchea-Thaïlande. L'opposition à cette mobilisation est générale mais elle est étouffée à cause de *'la présence des espions vietnamiens partout,'* dit-il.

"Depuis mars 1984, quatre vagues de mobilisés ont été envoyées de Phnom Penh et d'autres provinces pour empêcher les infiltrations par les guérilleros kampuchéens anti-vietnamiens, dit-il.

"Il dit que l'installation permanente des 'volontaires' a commencé en avril dans la région centrale du Lac de Tonlé Sap harcelée par la guérilla. Elle commencera l'année prochaine dans les provinces frontalières." (Traduit de l'anglais)

7. Dans un cable de l'Agence France Presse du 22 août 1985, son envoyé spécial, Laurent Maillard écrivait, sous le titre "Recrudescence inquiétante de la malaria au Cambodge", ce qui suit:

"Le Cambodge est confronté à une recrudescence inquiétante de la malaria (...). Cette recrudescence, selon des sources concordantes à Phnom Penh, fait suite à l'envoi de dizaines de milliers de personnes dans des régions infestées situées le long de la frontière avec la Thaïlande, pour la construction de fortifications contre les infiltrations de la guérilla khmère. L'extension de la malaria aurait provoqué des centaines de morts, selon certaines estimations faites à partir de témoignages de personnes revenant des régions concernées (...). Les hôpitaux du pays sont cependant toujours remplis de malades atteints de la malaria (...). Certaines sources avancent le chiffre de dizaines de milliers de cas. Aucune indication officielle n'a jamais été fournie sur le nombre exact de personnes participant aux travaux de fortifications. Les Cambodgiens qui en reviennent, estiment qu'il y a eu en permanence pendant la saison sèche (octobre à avril) de 100.000 à 200.000 personnes sur les chantiers tout le long de la frontière thaïlandaise. Selon les témoignages, chaque province, comité révolutionnaire, administration ou entreprise doit fournir un pourcentage variable de volontaires. La sélection, selon ces témoignages, est faite soit par tirage au sort, soit par désignation par les responsables politiques. Des cas de désertion ont été signalés par ces mêmes sources."

8. Melle Marie Alexandrine Martin, naturaliste et ethnologue, Maître de recherche au CNRS (France), avec dix années d'expérience de l'environnement cambodgien, donne une description détaillée de ce nouveau crime vietnamien, dans une étude publiée dans la revue Politique Internationale No 28, Été 1985 sous le titre : "Cambodge: une nouvelle colonie d'exploitation". Ci-dessous sont des extraits de cette étude:

" (...) Depuis janvier 1985, les journaux thaïlandais ont confirmé des rumeurs alarmantes répandues dès l'automne 1984: l'armée vietnamienne utilise massivement la population cambodgienne pour des travaux d'ordre militaire. The International Herald Tribune s'en est également fait écho et le quotidien italien Il Giornale y a consacré une page entière. (...) Les témoignages ne manquent pas; les agglomérations frontalières ont reçu en 1984 et 1985 des milliers de Khmers qui ont fui ces travaux: ils viennent de Phnom Penh et des provinces de Battambang, Kandal, Kompong Thom, Kompong Cham, Kompong Chhnang, Kompong Speu, Pursat, Prey Veng, Siemreap, Svay Rieng, Takeo. C'est auprès d'eux que la présente enquête a été menée (...)

.../

LA CONSTRUCTION D'HABITATIONS POUR LES COLONS VIETNAMIENS

"On sait que les habitants ont dû, individuellement, partager leur terrain et leur habitation avec les civils vietnamiens ou les aider à se construire une maison. A Angkor Borei, toutefois, rien de tel n'était prévu; il était question d'assainir une région inondée, d'y installer une plate-forme pour construire des maisons à l'usage des Cambodgiens. Dans ce bourg de la province de Takeo, tous les hommes valides et les jeunes filles de plusieurs districts -environ 20.000 personnes- ont été enrôlés pour ces tâches. Le nouveau village s'appelle Angkor Borei Thmei et est situé à 15 km du bourg ancien: Phsar Angkor Borei. Il comprend 400 maisons; comme le bois fait défaut dans la région, il a fallu abattre des palmiers à sucre (dont l'exploitation constitue le revenu d'une partie de la population cambodgienne) pour en bâtir les murs. Le chantier a duré deux mois; à la surprise des travailleurs cambodgiens, ce sont des civils vietnamiens qui, après avoir traversé la frontière toute proche, ont pris possession des lieux. Cet exemple démontre la servitude dans laquelle se trouve le peuple khmer, et rend compte de la continuité du processus de vietnamisation sur le plan démographique.

LES COUPES DE BOIS A DESTINATION DU VIETNAM

"En 1982, des réquisitions ont eu lieu pour l'abattage d'arbres dans le parc d'Angkor. De superbes *chhoeuteal*, qui fournissent un bois d'oeuvre de première qualité et furent plantés par les Français il y a près d'un siècle, ont été coupés, débités en grumes, puis chargés dans des embarcations partant pour le Vietnam. Des camions militaires dont la destination n'est pas précisée ont également transporté ce bois précieux.

"En 1983, dans l'ensemble du pays, la destruction de pans entiers de forêts a été ordonnée: les plus beaux arbres ont été soit chargés dans des camions militaires vietnamiens, soit laissés sur place sans être brûlés, ce qui peut signifier qu'ils ont subi un sort identique. Outre les *chhoeuteal*, les travailleurs ont coupé des *koki*, au bois imputrescible, réservé par les Cambodgiens à la construction d'embarcations et à des ouvrages exceptionnels (colonnes de pagodes); des *phchek*, généralement employés pour les colonnes d'habitations et les traverses de chemin de fer; diverses légumineuses dont le bois, classé dans la catégorie 'de luxe', est apprécié en ébénisterie, et bien d'autres espèces encore. Le but premier de tels défrichements a été rapidement dévoilé: détruire les refuges des résistants. Les Khmers ont alors rapproché ces travaux d'autres services manuels demandés à la population (en particulier, la réparation de routes empruntées par les camions de l'armée vietnamienne).

LES BARRIERES STRATEGIQUES

"Depuis 1983, des barrières stratégiques, *robang yuthesah*, sont élevées autour de leurs villages par les habitants réquisitionnés. Officiellement, elles servent à les protéger; en fait, elles sont là pour aider à la lutte des Vietnamiens contre les *Yothea* (soldats Khmers Rouges) et les

Sereika (résistants nationalistes) qui y pénètrent régulièrement (les premiers surtout, avec le plein accord des villageois). La plupart des hameaux situés dans des régions où la guérilla est active en sont munis; la porte est fermée de 17-18 h à 5-6 h. La population ne peut donc en sortir pendant ce laps de temps et les étrangers au village doivent présenter une autorisation d'entrée pour y pénétrer pendant la journée. Les maisons situées à l'écart du bourg ont été incendiées et leurs propriétaires ont émigré à l'intérieur de la barrière.

"Le premier à avoir rendu compte de l'édification de ces barrières stratégiques est le cinéaste japonais Noaki Mabushi. En avril 1983, il a filmé en Siemreap l'incendie d'une de ces barrières par les habitants d'un village, après que les Vietnamiens en aient été chassés par les Khmers Rouges. La barrière consiste le plus souvent en deux ou trois rangées de perchis ou de bambous, séparées par des épieux de bambous, des épineux, parfois des mines. Dans les provinces frontalières du Vietnam, bien encadrées par les bodof, de tels dispositifs ne sont pas nécessaires: ainsi en Takeo, Prey Veng, Svay Rieng; ils sont en revanche largement répandus non seulement dans les provinces du Nord (Battambang, Siemreap), mais aussi en Kompong Cham, en Kompong Thom, en Kompong Chhnang, en Pursat, en Kompong Speu.

"Il y en a même tout près des agglomérations: témoin le village modèle de Phum Kumro; situé à 1 km de Kompong Speu ville, créé récemment à l'image des hameaux stratégiques établis jadis par les Américains au Sud-Vietnam.

"La contagion, en effet, gagne les villes elles-mêmes: fin 1984, des Khmers habitant le centre et les faubourgs de Battambang (environ 20.000 personnes) ont été réquisitionnés pendant deux mois pour construire une digue, baret, d'environ 3 m de haut autour de leur cité. Toutes les catégories professionnelles y ont pris part, y compris les écoliers et les fonctionnaires le dimanche. Il est difficile d'admettre que cet ouvrage a été édifié pour protéger la population cambodgienne: les civils khmers y sont peu nombreux; mis à part quelques petits commerçants et les travailleurs de l'Etat, ce chef-lieu de province est surtout peuplé de commerçants vietnamiens et de bodof qui ont transformé en casernes et/ou en prisons politiques certaines pagodes de la ville: Vat Kandal, Vat Sangker, Vat Kämpher. Ce n'est pas non plus un hasard si une barrière stratégique a été érigée autour de Leach, chef-lieu du district de Phnom Kravanh, point chaud des attaques khmères rouges depuis 1979, où les Vietnamiens ont installé leur QG dans les anciens locaux de la sous-préfecture. Il en est de même autour de la ville de Siemreap qui renferme l'une des plus importantes bases de l'armée vietnamienne au Cambodge. Le doute n'est plus possible lorsqu'il s'agit d'élever des fortins autour des casernes installées par les bodof hors des villages.(...)

LA GENERALISATION ET L'OFFICIALISATION DES TRAVAUX DE SOUTIEN AUX OPERATIONS MILITAIRES

"Les cinq premières années de l'occupation vietnamienne (1979-1983) ont, selon des fonctionnaires cambodgiens de haut niveau, correspondu

à une 'phase cruce'. Hanoi a alors tenté, sans trop de brutalité, de faire rentrer la population dans son orbite, essayant également de se concilier les fonctionnaires, épargnés par les travaux manuels.

"Les succès ont été minces. Si dans son ensemble le peuple a, au début, répondu bon gré mal gré aux réquisitions, l'entente entre Khmers et occupants ne s'est pas améliorée, bien au contraire. L'ambiance s'est dégradée et les Vietnamiens ont dû avoir recours à des solutions drastiques.

UNE DECISION DE HAUT NIVEAU

"1984 ouvre la deuxième phase du traité signé en février 1979 entre la République populaire du Kampuchea et la République socialiste du Vietnam. C'est l'heure des décisions énergiques.

"A la pleine lune de janvier 1984, lors de deux réunions, l'une à la Présidence du Présidium, l'autre au Comité central du Parti, il a été décidé que les réquisitions seraient désormais officielles, programmées et obligatoires pour tous les Cambodiens répondant aux critères suivants: être de nationalité khmère ou chinoise; avoir entre 18 et 45 ans pour les hommes, et 18 à 35 ans pour les femmes. Peu importe la profession: paysans, petits commerçants, fonctionnaires, tout le monde y participera, même les élèves des lycées pendant les vacances. Les femmes ayant des enfants en-bas âge en sont théoriquement dispensées; cependant, si leur mari a fui le pays, elles sont tenues de le remplacer. Cette clause, de même que celle relatif. aux écoliers, ne figure pas dans la circulaire officielle signée de M. Say Phu Tang. Cependant, récemment, des femmes venues rejoindre leur mari à la frontière khméro-thailandaise ont exécuté ces travaux, laissant au village de jeunes enfants à la garde d'une voisine; des lycéens, prévenus de leur participation prochaine au défrichage, ont fui avant la fin de l'année scolaire. Ces mesures ne concernent pas la population civile vietnamienne, que les Khmers continuent de voir arriver chaque jour sur leur territoire.

LA NATURE ET LE BUT DES TRAVAUX

"L'intention de Hanoi a été clairement exprimée, il s'agit, par la mise en place de divers travaux exécutés par les civils cambodgiens, de mener une lutte sans merci aux guérilleros de tous bords afin d'essayer d'éliminer militairement la résistance anti-vietnamienne. Les trois mouvements : Khmers Rouges, Front du Prince Sihanouk, Front de M. Son Sann, ont été expressément nommés. Déjà, les barrières stratégiques érigées autour des villages devaient avoir pour fonction d'empêcher la liberté de circulation et d'action des résistants. Toutefois, en certaines régions -qui ne peuvent être désignées ici afin de préserver la sécurité des villageois- l'infiltration continue; ailleurs, les contacts population/résistants se font d'une manière différente.

"En quoi consistent ces travaux? A l'appellation officielle *polakam Kapie mitophum* ('travaux pour défendre la patrie'), les Cambodgiens préfèrent l'expression *kap prey* ('couper la forêt, défricher'). Elle recouvre, en fait, trois catégories d'activités:

"*kap prey thveu chie viel*, 'transformer la forêt en espace découvert', afin que les guérilleros ne puissent y trouver refuge. La population y est contrainte depuis 1983. Au début, les déplacements se sont faits à l'intérieur de la province dont relève chaque travailleur. Ici, une piste, une route, une rivière traversent une forêt dense ou claire: entre 500 m et 2 km de ces belles formations, qui sont l'une des richesses du Cambodge, sont abattus de chaque côté. (...)

"En Kompong Chhnang, où les attaques de trains sont fréquentes, la population a défriché le long de la voie ferrée. Ailleurs, aucune voie de communication; mais des *Yothea* et des *Sereika* fréquentent les forêts et en sortent de temps en temps pour attaquer des patrouilles ou des PC vietnamiens. Les arbres sont donc coupés sur de grandes surfaces, difficiles à évaluer; ceux qui défrichent sont cantonnés dans un secteur déterminé, ils voient la file des travailleurs à perte de vue, ils ne peuvent en dire plus.

"Cette pratique, qui a plus de deux ans d'âge, n'a pas mis un terme à la guérilla à l'intérieur du pays; les combats se sont même intensifiés à partir de 1983, en raison du soutien que la population accorde au Gouvernement de Coalition du Kampuchea Démocratique, anti-vietnamien, formé en juin 1982. Les opposants militaires n'ont pu être éliminés à l'intérieur; ils ont même reçu des renforts depuis les sanctuaires frontaliers. C'est pourquoi, en 1984, le Vietnam a dû précipiter son action.

"La première tranche de travaux décidée pour l'ensemble de la population de Phnom Penh a été la destruction de la forêt tout le long de la rivière Tuk Sap, en Prey Nop, qui traverse la RN 4 près de Kompong Som. Y ont participé, en avril 1984, des habitants des vingt quartiers qui forment la capitale et ses faubourgs; mais aussi des citoyens de la province de Kandal, de Kompong Speu, et de la municipalité de Kompong Som.

"*Leuk phlov*, 'tracer des routes'. Début 1984, des réfugiés faisaient état d'une route reliant Leach (province de Pursat) au bord de mer (province de Koh Kong), commencée par les civils cambodgiens l'année précédente; de la transformation de la piste charretière Angkor/Varin en route accessible aux camions de l'armée; de projets concernant la province d'Oddar Mean Chey; de la construction d'un aérodrome militaire non loin du Phnom Malai. A l'époque, toutefois, nul ne pouvait en parler; les évadés étaient encore peu nombreux. Il aura fallu que les paysans -si attachés à leur terre- soient réellement menacés physiquement, pour qu'en 1984 ils fuient en masse vers la frontière et puissent apporter des témoignages précis. De ces témoignages, il ressort que l'armée vietnamienne a mis sur pied tout un réseau routier qui n'oublie aucun sanctuaire frontalier.

"Chik pralay, leuk tumnup, 'creuser un canal, ériger une digue'.

Cette expression fait référence à la digue doublée d'un canal qui est en cours de construction, sur 700 km, de la frontière avec le Laos jusqu'à la mer, en Kân Kong. Cette décision a été prise en janvier 1984 afin d'arrêter l'infiltration des guérilleros à l'intérieur du pays. Des tronçons sont déjà réalisés en Preah Vihear et en Oddar Mean Chey au nord, en Battambang (près de Yeang, à une dizaine de kilomètres de Nong Chan et de Rithisen) et en Kân Kong à l'ouest. Cet ouvrage devrait ensuite être surmonté à intervalles réguliers de tours de guet, ce qui n'est pas sans rappeler la muraille de Chine. Il se situe, en moyenne, à dix kilomètres de la frontière; cette distance peut varier selon les incidents topographiques à contourner. Une équipe de dix personnes construit environ 50 m d'un ouvrage de ce type en trois mois. C'est ce qui, à l'heure actuelle, mobiliser le plus de monde. Toutes les provinces y participent.

"Cette troisième catégorie de travaux a été envisagée malgré les nombreuses mines qui jalonnent le parcours et malgré, aussi, le paludisme virulent qui atteint nombre d'individus.

LA DUREE DES REQUISITIONS ET LES STRUCTURES D'ACCUEIL

"Les individus réquisitionnés doivent consacrer trois mois par an au défrichage ou à la construction des routes stratégiques et de la digue. La règle générale veut que toute famille fournisse une personne si possible à chaque contingent, sinon une fois l'an; au besoin, on accélère le rythme: les cas sont nombreux de paysans ayant été enrôlés deux fois la même année ou deux fois de suite. Plusieurs milliers de personnes (de 2.500 à quelque 20.000) partent tous les trois mois de chaque province; c'est dire l'ampleur des travaux qui ont lieu et la célérité avec laquelle ils sont menés. Ils devraient être terminés fin 1986.

"Parfois le transport des travailleurs se fait en camion, en particulier pour ceux venant du Sud; c'est alors la commune qui paie à l'Etat les frais de déplacement. D'autres, en Battambang, ont marché deux ou trois jours avant d'arriver sur le lieu de travail. Là, rien n'est prévu pour les recevoir. Leur première tâche est de se construire un abri sommaire, individuel ou par équipe (krow de 10 à 12 personnes). Ils ont dû tout emporter: le riz et le poisson (collectés dans le village ou à la ville et mis en commun), la moustiquaire, la cuillère, leurs propres outils. La préparation collective des repas est assurée à tour de rôle par un membre de l'équipe. Les secteurs de travail sont délimités selon les provinces, les districts, les communes représentés. Il faut respecter un horaire quotidien qui totalise 8h de travail en moyenne. (...)

LES DANGERS ENCOURUS PAR LA POPULATION

"Théoriquement, chaque commune désigne un infirmier ou un auxiliaire de santé pour accompagner ses administrés et les assister sur leurs lieux de travail. Les médecins, eux, sont affectés aux hôpitaux de districts où sont envoyés les malades et les blessés graves;

les plus sérieusement atteints peuvent être dirigés sur Phnom Penh. Ce personnel n'a pas toujours les compétences nécessaires et dispose de très peu de médicaments. A un endroit au moins (Ampil Pram Daeum, dans la région de Pailin), les travailleurs ont reçu des soins, gratuitement ou contre rétribution, de médecins militaires vietnamiens stationnés dans la caserne de ce village. Là, les travailleurs ont, à plusieurs reprises, reçu la visite de soldats khmers rouges qui leur ont conseillé de fuir l'endroit, infesté de paludisme et de mines. A Ream et à Prey Nop en Kampot, ce sont des 'paras' (résistants nationalistes) qui leur ont tenu ce discours mais, disent les Cambodgiens, il n'est pas aisé de fuir quand on est gardé à la pointe du fusil.

"En effet, outre les blessures légères dues au maniement inhabituel d'outils, à quelques accidents mortels par chutes de pierres (Ta Kriem en Battambang) ou d'arbres (en Kompong Chhnang), deux fléaux sèment la mort dans ces camps de travail: le paludisme dû au *Plasmodium falciparum* et l'explosion de mines que les travailleurs doivent détecter sans aucun appareil. (...)

"Autre inconvénient: la plupart des zones où la population va défricher sont zones de combat. Cela est particulièrement vrai tout le long de la frontière, où les bruits de canon sont plus ou moins proches. Les fonctionnaires emmenés au Phnom Khla Kon (2 km à l'ouest de Sisophon), pour s'occuper de l'intendance des chantiers proches, entendaient chaque nuit des roquettes de 122 mm, des obus de 82 mm, de B40 tomber dans leur campement; ils dormaient le plus souvent dans des tranchées. Au Tonlé Toch, quand les bombardements étaient trop intenses le jour, les travailleurs étaient ramenés à leur campement, distant de plusieurs kilomètres, où les obus tombaient moins fréquemment. C'est peut-être sur la route de Varin à Oddar Mean Chey que les pertes ont été les plus lourdes: les combats, quotidiens, auraient fait parmi les travailleurs de nombreux morts.

REPERCUSSIONS SUR L'ENSEMBLE DE LA POPULATION

"Outre les souffrances dues à la disparition de parents, les familles connaissent de nouvelles difficultés économiques lorsqu'un de leurs sujets, membre d'un *krom samaki*, meurt. Il est difficile aussi à une femme ayant des enfants à charge et dont le mari, le fils ou la fille a dû quitter le groupe de production pour aller défricher, de faire vivre ceux qui restent au village. A l'inverse de ce qui se passe pour les fonctionnaires, point de salaire versé régulièrement à la famille du requis: une maison de paysans dont personne ne participe à la culture du riz ne reçoit rien lors de la distribution de la récolte. Devant ces problèmes vitaux, des familles entières arrivent à la frontière: l'homme évadé d'un camp de travail pour éviter une mort possible, la femme et les enfants craignant la disette engendrée par la réquisition du chef de famille.

"Une autre conséquence de ces ponctions humaines est le vide qu'elles laissent dans certains services publics, notamment dans le secteur de la Santé. (...)

L'OBJECTIF MILITAIRE DES VIETNAMIENS

"Répétons-le : le doute n'est plus permis; ces travaux gigantesques sont à placer dans le cadre de la solution militaire que le Vietnam envisage pour le Cambodge, du moins à titre d'essai. Les intentions de Hanoi ont d'ailleurs été annoncées dans tout le pays. De nombreux travailleurs -notamment ceux venant des villes et de leur voisinage- avaient été prévenus, fin 1984, que l'offensive militaire de saison sèche viserait à l'élimination de tous les sanctuaires occupés par les résistants le long de la frontière. La population n'y a pas cru, tant est grand l'espoir placé dans le Gouvernement de Coalition. Le général Le Duc Anh, membre du Comité Central du Parti Communiste vietnamien et Vice-Ministre de la Défense nationale, l'a d'ailleurs déclaré nettement : *'Parce qu'ils (les résistants anti-vietnamiens) s'opposent à la révolution et la sapent par la force des armes, nous devons les détruire par des attaques militaires; raser leurs bases, construire et consolider nos lignes de défense; construire et consolider la domination, par nos amis (le gouvernement de M. Heng Samrin), des régions frontalières'*. Les travaux forcés de grande ampleur que Hanoi impose à la population cambodgienne à travers tout le pays montrent l'incapacité des bodof à venir seuls à bout de la résistance et accréditent les affirmations des réfugiés selon lesquelles les soldats khmers rouges sont partout et les résistants nationalistes de plus en plus présents à l'intérieur du Cambodge, parfois mêlés à la population civile. Il est bon de rappeler que le *'défrichage'* a commencé quelques mois après la formation du Gouvernement de Coalition, alors que la population avait choisi d'accorder son aide aux trois mouvements qui le composent, sans exception. Dans son article, le général Le Duc Anh n'a pas manqué de souligner que les résultats de la lutte militaire *'sur le front interne'* seraient décisifs. Or le soutien de la population va aux résistants; d'où l'établissement d'un vaste support logistique pour pallier cette faiblesse.

"Au cours des récents combats, les Vietnamiens, en bombardant un camp regroupant uniquement des civils (Dăngruk), en occupant en territoire thaïlandais des collines qui leur ont permis de prendre plus aisément la base sihanoukiste de Tatum, ont montré leur volonté d'anéantir coûte que coûte une résistance qui leur pose de plus en plus de problèmes. Si les jargons politico-idéologiques sont généralement vides de tout contenu sémantique, certaines expressions pourraient retrouver ici leur sens fort, car c'est bien une *'lutte héroïque'* que le peuple khmer est en train de mener. (...)

"La France des droits de l'Homme, les intellectuels américains qui se sont généreusement battus pour la liberté du Vietnam, la communauté internationale enfin, ne sauraient ignorer ce nouvel épisode des malheurs du peuple khmer qui, depuis seize ans, lutte contre la mort et pour conserver son identité nationale. Les témoins sont là, à portée de regard, d'oreille; nul doute aussi que les satellites américains ont photographié ces *'travaux'*. Il suffirait de lever les blocages politiques et idéologiques pour permettre à une nation de survivre, à un peuple de ne pas mourir."

* * * * *